

## Communiqué du Parti Socialiste gersois



Communiqué du Parti Socialiste gersois

Face au mépris présidentiel, la force de notre détermination contre les 64 ans et pour la justice sociale!

Après 2 mois d'un mouvement social pacifique et d'une importance inégalée depuis 50 ans, le Parti Socialiste du Gers considère que le Président de la République aurait dû avoir des paroles d'apaisement, et décider de retirer sa réforme pour laisser au dialogue le temps de construire notre destin commun en matière de retraites.

A l'inverse il s'est entêté à occulter ce qui se passe dans la société sur ce dossier, mais aussi sur les difficultés dans le travail et le besoin de justice sociale.

Avec l'adoption de la loi par le 49.3 et le manque de considération à l'égard du mouvement syndical, le mépris et la déconnexion du monde du travail et de la population perceptibles dans l'intervention du Président de la République sont insupportables.

La Gauche ne peut admettre un tel renoncement à faire vivre la démocratie sociale. Bien que sidéré par cette posture autoritaire, le Parti Socialiste gersois est déterminé à continuer de lutter, aux côtés des organisations syndicales, pour réclamer le retrait de la réforme.

Pour nous, le combat se poursuit donc dans la rue et va aussi s'engager avec les parlementaires, dont David Taupiac et Franck Montaugé, parlementaires de Gauche du Gers, sur des sujets constitutionnels.

Si l'utilisation par le gouvernement des procédures pour supprimer des amendements et des heures de débats est légale, nous nous interrogeons en effet sur leur accumulation, qui a significativement contraint les débats et pose donc la question de la constitutionnalité de la loi.

Nous soutenons aussi la demande de recevabilité d'une demande de Référendum d'Initiative Partagée par 252 députés et sénateur.rice.s. Quand plus de 90% des français rejettent une réforme, il est temps de considérer que même un Président de la République ne peut avoir raison seul, et ne pas mettre la représentation nationale en difficulté.

Et nous soutenons la député socialiste Valérie Rabault qui a invité Emmanuel Macron à utiliser l'article 10 de la Constitution, qui lui permet, avant la promulgation de la loi, de proposer au Parlement une nouvelle délibération.

L'intervention télévisée de mercredi montre malheureusement qu'il n'a pas l'intention d'utiliser cette possibilité constitutionnelle.

Nous continuerons donc à nous associer à toutes les initiatives syndicales pacifiques et soutiendrons toutes les initiatives constitutionnelles qui permettraient de revenir sur cette loi injuste.

C'est une bagarre qui est engagée pour la société que nous voulons, solidaire, où le travail est réparé et le temps du repos respecté !

Nous invitons les citoyennes citoyens à rejoindre le cortège intersyndical du mardi 28 mars et aux initiatives de ce week-end.

Charline Dumont 1ère secrétaire fédérale du Gers